

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°360 - 14 au 27 mai 1982

18^e ANNÉE - 3 F

CONFLIT DES MALOUINES

CAPITALISME = GUERRE

Qui aurait pu prévoir il y a quelques mois que la dispute plus que séculaire entre l'Argentine et l'Angleterre sur la souveraineté des Malouines aboutirait à un véritable conflit armé? Et pourtant il a bien lieu et s'envenime de jour en jour.

Quand on regarde de plus près ce qu'est obligée de révéler la presse bourgeoise au fil des événements, on voit que la fameuse question de la souveraineté cache un contenu autrement concret: il ne s'agit ni plus ni moins que du repartage des richesses de l'Atlantique Sud et de l'Antarctique ainsi que du contrôle stratégique de cette région.

Or ce qui frappe, c'est que des enjeux économiques et stratégiques comparables existent à peu près partout dans toutes les régions du monde. Tous les Etats capitalistes, petits ou grands, convoitent plus ou moins les richesses accaparées par d'autres, ou aimeraient bien garantir leurs approvisionnements (en cuivre par exemple; vous vous souvenez de Kolwezi?), leurs marchés ou leurs investissements directs à l'étranger (plus de 100 milliards de francs pour la France!). Et quelle est la région du monde qui n'est pas un lieu stratégique, aujourd'hui où tous les pays sont étroitement interdépendants les uns des autres, et où un missile à longue portée peut atteindre de la mer n'importe quelle cible continentale?

Dans ces conditions, c'est-à-dire dans ce monde de brigands où chacun lorgne la part du voisin, qu'est-ce qui retient chacun de se ruiner sur l'autre? Qu'est-ce qui maintient le

statu quo? Eh bien, la peur des coups et le fait qu'on peut temporairement se contenter de son magot. Mais qu'un déséquilibre des forces vienne à apparaître — et quoi de plus normal puisque aucune entreprise, aucune économie nationale, ni aucune armée, chacune en concurrence avec toutes les autres, ne peut se développer au même rythme — et voilà qu'une occasion se présente pour prendre une revanche ou contester ce qui jusque là était sacré. Qu'une crise interne vienne à mettre en question un régime, et voilà que celui-ci trouve dans la dynamique interne du capitalisme national des forces pour s'enthardir et se lancer dans une aventure militaire.

Récemment l'Irak avait cru bon de profiter de la faiblesse de l'Iran pour conquérir quelques territoires valant leur pesant de pétrole, et pour prouver du même coup à l'impérialisme son aptitude à devenir gendarme du Golfe. Mal lui en a pris: cette guerre tombait à point pour le régime de Khomeiny qui s'y est refait une santé sur le dos des masses exploitées, a pu se donner une véritable armée et mettre au pas les oppositions intérieures.

Aujourd'hui l'Argentine, poussée par une situation interne explosive, cherche à réaliser l'union des classes sociales par une prouesse guerrière. Mais l'Angleterre aussi a besoin de la guerre: pour faire oublier ses 3 millions de chômeurs; pour faire de l'exercice, car toute armée a besoin d'entraîne-

(Suite page 2)

Lettre d'Argentine:

“L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS !”

Le gouvernement militaire argentin s'est lancé dans l'aventure de la «reconquête» des îles Malouines, accaparées par la Grande-Bretagne... en 1833 et sur lesquelles vivent moins de deux mille anglophones et un troupeau de moutons (sans nationalité). Un vent nationaliste s'est mis à souffler sur le pays et le régime a momentanément atteint son objectif: reconstituer une grande union sacrée. De l'opposition bourgeoise aux staliniens, des gangsters syndicaux aux Montoneros, tout ce beau monde s'est jeté dans les bras des militaires aux cris de: «Las Malvinas son argentinas!».

Les dirigeants syndicalistes, à peine sortis des prisons où ils avaient été enfermés après une manifestation violemment réprimée, ont pris l'avion pour accompagner la délégation officielle qui partait visiter les îles. En compagnie des démocrates de tout poil et du prix Nobel de la paix, le catholique Perez Esquivel, ils se sont rendus dans les différentes capitales en ambassadeurs du régime, pour défendre la position de «tous les Argentins». Les Montoneros, eux, ont mis leurs militants «au service de l'Armée» pour «défendre la patrie» tandis que les organisations de réfugiés politiques en Europe et en Amérique Latine s'enthousiasmaient pour la «reconquête de la souveraineté». Même les «mères de la Place de Mai» font leur la revendication sur les Malouines!

Mais le vent nationaliste n'a pas tout emporté. Nous, communistes révolutionnaires, nous refusons tout appui au gouvernement bourgeois, nous appelons à rejeter son aventure militaire et levons le drapeau du **défaitisme révolutionnaire**, du sabotage

de l'effort de guerre et de mobilisation, nous revendiquons le combat contre notre propre bourgeoisie.

Notre voix est aujourd'hui faible et étouffée mais, ce faisant, nous avons conscience de défendre non seulement les principes élémentaires du marxisme révolutionnaire, mais encore les exigences historiques de la classe ouvrière et les besoins pressants des larges masses prolétariennes. Il ne s'agit pas seulement de «témoigner» devant l'Histoire, mais aussi d'agir dans le sens des forces matérielles, qui poussent à la guerre des classes, et dans le sens des exigences de la préparation révolutionnaire. D'autant plus que l'aventure militaire des Malouines, tentative du capitalisme argentin pour surmonter au moyen d'une **fulte en avant** la crise générale, économique, politique et sociale qui le frappe, témoigne de la vulnérabilité du régime militaire et de la bourgeoisie argentine.

La crise économique peut se résumer en quelques chiffres significatifs. La dette extérieure s'élève à 35 milliards de dollars (elle est encore plus lourde qu'en Pologne!). La chute du PNB en 1981 a été de 6%, mais au cours du second semestre 1981 la chute de la production industrielle a été, comme celle du bâtiment, de 20%, alors que le commerce diminuait de 17%. La production industrielle est aujourd'hui inférieure à celle de 1970 et le produit industriel par habitant est de 30% inférieur à celui de cette même année. L'inflation est de l'ordre de 170%. Le nombre

(Suite page 2)

“Comme à Flins !”

LA VAGUE DE GRÈVES S'ÉTEND

Le gouvernement et les mafias syndicales guidant le travail de contre-information des médias ont fait de leur mieux pour transformer le 1^{er} mai en éteignoir: unité syndicale tolérée dans les défilés anodins, évitée sous divers prétextes là où le rassemblement des travailleurs risquait de faire du bruit, comme à Paris, absence dans les défilés des grévistes les plus combattifs, encadrement soigneux des autres (Citroën-Aulnay). Mais ce n'était que la façade.

En réalité, l'accord signé à Flins est bel et bien une victoire, non pas des syndicats, mais des travailleurs et de leur comité de grève. Non seulement au niveau des résultats, limités mais réels, après dix ans de défaite des luttes immédiates à Renault: 100 F d'augmentation pour les coefficients 165 à 180, affichage des temps et cadences, engagement écrit de non-sanction contre les supposés «meneurs», paiement d'une par-

tie des jours de grève. Mais aussi au niveau des méthodes. Le front des bonzes de la métallurgie mobilisés n'a pas réussi à juguler le comité de grève ni à le transformer en inoffensifs «comités d'ateliers» morcelés comme le suggérait la LCR, ni à casser la combativité des grévistes, ni à détourner d'eux la sympathie des travailleurs moins engagés dans l'action.

(Suite page 2)

Les ouvriers polonais ne sont pas domptés

Les ouvriers polonais ne sont pas domptés. Par leurs actions violentes, ils viennent de contrer les efforts d'ouverture, de conciliation et de dialogue entrepris tant par le gouvernement Jaruzelski que par l'Eglise et la Commission de coordination de Solidarnosc mise en place par plusieurs organisations régionales, et dirigée entre autres par Bujak.

L'Etat avait fait «un geste» en libérant mille prisonniers, en levant le couvre-feu; il a même réussi, d'après diverses informations, à améliorer l'approvisionnement des villes. L'Eglise négociait avec lui et, tout en insistant sur la nécessité de faire participer «les syndicats» au «renouveau», mettait en place des «comités d'aide sociale» et des «conseils sociaux»; quand on sait que l'épiscopat reproche à Solidarnosc de n'avoir pas su résister, malgré ses efforts, à la pression revendicatrice et politique de sa base, on voit à quoi tendent ces organismes.

La Commission de coordination

crainait qu'une trop grande centralisation du mouvement ne soit un facteur de lutte frontale et prône la «lutte de position», mais l'idée formellement juste que la classe ouvrière n'est pas en mesure aujourd'hui de soutenir un affrontement global ne lui sert qu'à justifier son acceptation des critiques faites par l'épiscopat à Solidarnosc.

Quant à Kuron, qui se prononce pour une organisation et une «centralisation absolue du mouvement», il la présente comme une condition pour obliger «le pouvoir» à négocier avec «la société». Mais il cache que c'est aussi par ce biais qu'il compte mieux assurer l'«auto-

limitation» du mouvement ouvrier, qui est la condition nécessaire, mais pas suffisante, pour une «entente nationale».

Les manifestations ouvrières que le 1^{er} mai a fait fleurir en Pologne démontrent que la classe ouvrière a du mal à trouver son compte dans l'une ou l'autre de ces deux «stratégies», qui revendiquent toutes les deux la libération des prisonniers et la fin de l'état de guerre, mais demandent aux prolétaires de faire eux aussi un effort et de consentir un rabais sur leurs revendications pour l'obtenir.

Contre Bujak, qui proposait de se joindre «momentanément» (!) au cortège officiel du 1^{er} mai, et contre ceux qui voulaient seulement boycotter les cérémonies officielles, c'est la «coordination des six plus grandes entreprises» de Varsovie qui a imposé la manifestation autonome. C'est la pression de la base qui a obligé les comités de Solidarnosc à organiser les commémorations du 3 mai. Et c'est dans les plus grands centres ouvriers, en particulier les ports de la Baltique, que les affrontements avec la milice ont été les

(Suite page 2)

■ LES BASES POLITIQUES ET HISTORIQUE DU CENTRALISME COMMUNISTE. Lire page 3.

CAPITALISME = GUERRE

(Suite de la page 1)

ment en théâtre réel; pour éviter tout simplement que les Etats-Unis ne lui raflent le morceau que les Argentins n'auraient pu saisir; pour éviter que les autres pays ne profitent d'une faiblesse du vieux lion pour se jeter sur les restes de l'empire colonial; et sans doute pour d'autres raisons encore...

Et d'un côté comme de l'autre ce ne sont pas les justifications qui manquent! L'Argentine peut aujourd'hui jouer sur la tradition en agitant le drapeau anticolonial. Le fait qu'elle se heurte à l'impérialisme anglais ne suffit pas à transformer sa guerre de pillage et de maintien de l'ordre social en guerre émancipatrice. L'Angleterre peut bien pour sa part montrer hypocritement du doigt les crimes des militaires argentins. Cela ne transforme pas l'état de siège en Irlande, l'assassinat «démocratique» de Bobby Sands et de ses camarades, et la défense des privilèges coloniaux en guerres progressives.

Rien n'est donc plus faux que de voir dans ce «retour à la politique de la canonnière» une querelle du 19^e siècle, une sorte de reste historique d'un passé révolu dans un monde en marche vers la paix et le progrès. Non, la politique de la canonnière est bien la politique normale du capitalisme, la politique obligée qu'il mènera demain à plus grande échelle encore avec l'approfondissement de la crise capitaliste.

C'est parce que la concurrence, c'est-à-dire la guerre de tous contre tous, est le mode de vie normal du capitalisme et que l'aiguillage de cette concurrence ne peut pas ne pas prendre les formes les plus radicales, à savoir les formes militaires. Nous ne pensons pas que les Malouines mènent à une conflagration générale. Il faudrait pour cela un état bien plus avancé de contradiction qui rend absolument invivable l'ancien partage du monde pour les grands impérialismes.

Mais cette politique forcée du capitalisme est une arme à double tranchant. La guerre des Malouines, par exemple, qui est une guerre entre alliés, et dont les Etats-Unis

ont cherché à se faire l'arbitre pour en récolter les fruits, entraîne de profondes fissures dans les rapports de force internationaux. Au moment même où l'orgueilleuse Amérique craint que les révoltes sociales en Amérique centrale ne permettent aux concurrents impérialistes de mettre un pied dans ses chasses gardées, voilà que la Russie peut avancer sans grands frais un pion au sud du continent, et voilà que l'appui donné à l'Angleterre donne le signal d'une contestation généralisée des rapports entre le maître et les vassaux, qui pourrait bien paralyser le gendarme mondial dans d'autres régions du monde.

La guerre laissera aussi des traces dans les pays belligérants. La fuite en avant à laquelle ils se livrent ne pourra pas ne pas avoir des conséquences internes. La classe ouvrière argentine sera vite dégrisée de l'ivresse du nationalisme et trouvera alors des conditions de lutte plus favorables. Quant à la classe ouvrière anglaise, les effets pour sa lutte seront moins grands et moins directs, étant donné que son ennemi est bien plus coriace, mais l'avenir nous prépare d'autres épisodes.

Surtout, la bourgeoisie fait malgré elle l'éducation de la classe ouvrière. Elle lui révèle que la diplomatie n'est que l'autre aspect de la politique de la canonnière dans les rapports entre Etats, tout comme la politique du dialogue n'est que l'autre aspect de la mitraille dans les rapports entre les classes. Les prolétaires argentins en savent quelque chose, mais aussi les prolétaires des Iles britanniques, ceux d'Irlande ou la jeunesse révoltée des banlieues anglaises. Bref, la bourgeoisie révèle malgré elle que le *fair play* qu'elle prêche est à sens unique: elle l'inculque au prolétariat qui devrait sportivement se laisser couillonner par les capitalistes!

Les épreuves qui nous attendent se chargeront de faire assimiler cette leçon à la classe ouvrière dans les années qui viennent. Aux communistes révolutionnaires d'en tirer les conséquences et de redoubler d'efforts pour être à la hauteur de leur tâche révolutionnaire et internationaliste! ■

"L'ennemi est dans notre pays"

(Suite de la page 1)

des chômeurs oscille entre 1,7 et 1,8 million selon les chiffres syndicaux et selon l'Eglise, alors que les caisses de secours comptabilisent 2,7 millions de bénéficiaires sur une population totale de 28 millions d'habitants (et tout cela sans tenir compte des 2,5 millions d'Argentins qui ont dû émigrer à l'étranger).

La crise politique est elle aussi croissante. L'unanimité tacite de tous les courants bourgeois autour des militaires s'effrite. Cette unanimité était la conséquence de l'absence d'une alternative politique, après la faillite de la démocratie blindée personnifiée par le péronisme (1973-76). La répression violente des mobilisations ouvrières, la pression inouïe sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière (qui a fait chuter le salaire à moins de 50% de son niveau de 1975) ont cimenté autour des militaires une large alliance des forces bourgeoises qui trouvaient dans la spéculation financière forcée une source de profits qui semblait inépuisable.

Mais la prolongation et l'accentuation de la crise économique, le risque d'une grave crise financière qui s'ajouterait à la crise industrielle, la peur d'explosions sociales que les bureaucraties syndicales pourries et brûlées aux yeux des prolétaires ne peuvent contrôler, ont créé des fissures dans la chape de plomb qui pèse sur la classe ouvrière. La base sociale du régime militaire s'est rétrécie et la soi-disant opposition démocratique et syndicale, groupée dans la «*Multipartidaria*», se pose comme «*alternative*» au régime. Elle refuse cependant, bien entendu, toute mobilisation des masses et se montre disposée à organiser avec les militaires une transition institutionnelle en douceur, à l'espagnole. Mais le fossé de classe creusé par la bourgeoisie au cours de cette dernière décennie et surtout au cours de ces dernières années est si profond que tous ont peur des réactions prolétariennes. De là les hésitations des uns et des autres quant à la tactique à suivre.

La crise sociale bat aussi son plein. La marginalisation des masses prolétariées et

la prolétarianisation de la petite-bourgeoisie laminée par la crise se généralisent, ainsi que la mise sur le pavé des masses immenses du prolétariat industriel. Celui-ci n'a d'autre issue que la lutte. Et, comme le dit un porte-parole de la bourgeoisie argentine, par la plume de *La Nacion semanal*, les bureaucraties syndicales sont désormais confrontées directement à la pression des masses ouvrières. Ce qui explique l'appel de fin mars à une manifestation anti-gouvernementale, quelques jours avant l'invasion des Malouines, manifestation dont la répression se solda par des morts, de nombreux blessés et deux mille arrestations.

L'union sacrée provoquée par la crise actuelle est hautement significative des tendances sociales et politiques profondes. La convergence des militaires et des démocrates, des stalinien et des péronistes pour la défense de l'Etat et des intérêts nationaux n'est pas un hasard: c'est une constante historique en Argentine. Mais chez les ouvriers, l'élan nationaliste actuel — qui est loin d'être général — n'est que superficiel. Il sera brisé par les conséquences désastreuses de l'aventure des Malouines, que la dictature bourgeoise ne manquera pas de faire tomber sur le dos du prolétariat. C'est sur cela que nous, militants révolutionnaires, nous devons nous appuyer pour combattre l'union sacrée et le pouvoir bourgeois.

Au delà de l'aspect immédiat et politique de l'affaire, la dispute entre requins bourgeois autour des Malouines a son origine dans l'intérêt stratégique-militaire des îles, qui constituent une voie de passage obligatoire pour les grands bateaux de guerre entre le Pacifique et l'Atlantique, et dans l'appât que représentent les richesses naturelles de la région et de l'Antarctique (pétrole, krill, peut-être uranium, etc.).

Nous n'avons que faire de ces querelles de brigands. La lutte révolutionnaire exige que les prolétaires argentins rompent tout lien avec l'union sacrée, qu'ils proclament le défaitisme révolutionnaire et tendent une main fraternelle aux prolétaires anglais qui, eux aussi, sont écrasés par le capitalisme, la dictature et le militarisme bourgeois. ■

Le 14 avril 1982.

LA VAGUE DE GRÈVES S'ÉTEND

(Suite de la page 1)

Ce n'est pas l'«intersyndicale» qui a mené la lutte, mais un groupe assez large de travailleurs combattifs, syndiqués et non syndiqués, immigrés surtout mais pas exclusivement. Ils ont su préparer la grève en tenant compte des leçons des précédentes grèves de 1973 et 1978 à Flins et de la dernière grève de novembre 1981 à Billancourt. Ils ont évité pour l'essentiel les pièges du lock-out, ont su doser les actions selon la combativité réelle.

A notre échelle, numériquement dérisoire, nous avons joué notre rôle de parti en proposant en temps utile des indications concrètes qui pouvaient aider au renforcement de la grève: par exemple la constitution du comité de grève, l'exigence de négociations publiques, la dénonciation-précise des revendications-division (congrès pour les seuls immigrés, formations-bidon, etc.) dans lesquelles les syndicats voulaient noyer les grévistes.

Certes les négociations du 26 au 30 avril à Flins ont été accélérées par le gouvernement avec le souci d'éviter ou l'extension des luttes, ou la solution fâcheuse pour un gouvernement de gauche à la veille du premier mai d'une «recon-

quête» de la «vitrine des nationalisations» soit par la maîtrise et les gros bras patronaux, à la Claudel-Isigny, soit par les CRS, à la Defferre.

Certes le «compromis» trouvé à Renault contient un piège politique pour les travailleurs combattifs. Mais il a eu un autre effet, celui d'allumer le feu à Citroën, le 24 avril à Aulnay, les 4-5 mai à Levallois, puis dans l'Est et à Rennes, où la CGT s'efforce cette fois de prévenir l'organisation indépendante des travailleurs. Elle a plus de chances d'y réussir qu'à Flins: dans le bague néo-colonial d'Aulnay, le militant syndical risque sa place et souvent sa peau. Même s'il défend, consciemment ou non, des orientations contraires à l'intérêt général de sa classe, il n'est pas vu du même œil par la masse des travailleurs que le permanent traîne-savates des grandes entreprises nationalisées. Mais nous pouvons affirmer que le grand cordon sanitaire qui s'est constitué autour de Citroën, avec CGT, CFDT, FO, PC, PS et LCR, pour orienter la grève dans le sens ministériel, celui du projet Auroux et du vieux plan Delors, aura fort à faire pour étouffer les revendications claires des grévistes: **comme à Flins, 400 F pour tous, baisse des cadences, liberté d'organisation contre la répression et le traitement bestial des travailleurs immigrés.**

Un autre comité de grève, dénoncé par la CGT des banques mais soutenu par des syndiqués de base CGT et CFDT s'est formé à la veille du premier mai: celui des grévistes de la Société Générale, nationalisée s'il vous plaît. La grève des travailleurs de l'informatique a commencé à Paris fin mars. L'attaque policière de l'agence du Trocadéro le 27 avril, à coups de barres de fer (vive le «socialisme»), l'entrée des non-grévistes

sous la protection de la police, la révocation de 9 grévistes n'ont pas brisé la grève. Elle s'étend aux agences de province et à d'autres banques. Les salariés des banques demandent les 35 heures, la retraite à 55 ans, la 6^{ème} semaine de congés payés et l'augmentation des salaires à l'embauche, revendication **courageuse et nécessaire** au moment où la CFDT recentrée noie ses adhérents sous une propagande fétide sur les «sacrifices» salariaux nécessaires, au moment où la CGT et le PC signent ou soutiennent plus sornioisement les accords sur le temps de travail **avec réduction du salaire et maintien de la productivité, travail le samedi, etc.** (Gervais-Danone-BSN, Europe-Assistance, l'enfant-chéri du PC!).

Le taux global des grèves remonte en flèche: fin mars, il avait atteint le chiffre de l'été 1976, le plus chaud en France depuis 1968! Et signe plus réjouissant pour tous les travailleurs combattifs, dans ces grèves commencent à émerger des groupes plus ou moins larges de travailleurs, qui ne veulent pas se battre pour la France, mais pour eux et leurs frères de classe, qui ne se laissent pas lier par le double jeu de la CFDT, qui n'ont pas envie d'aller au Palais-Bourbon, messieurs de l'OCI, ni d'obtenir des strapontins de bonzillons, messieurs de la LCR!

Il faut aujourd'hui donner le maximum des efforts rationnellement possibles pour suivre et favoriser ce levain prolétarien dans les grandes entreprises, accompagner et soutenir les éléments les plus avancés dans leur effort d'organisation et de compréhension politique à travers la lutte immédiate et les poussés considérables provoquées dans les comportements et les consciences par l'accélération des contradictions capitalistes. ■

Les ouvriers polonais ne sont pas domptés

(Suite de la page 1)

plus longs et les plus violents. Il paraît que le 6 mai on se battait encore à Szczecin, mais avant déjà il y avait eu 1372 arrestations, et 597 condamnations étaient prononcées en «*flagrant délit*».

Cette formidable combativité, qui ne craint pas d'affronter l'état de siège et profite de toutes ses failles, frappe de plein fouet tous ceux qui rêvaient d'un «*retour à la normale*».

L'Etat bourgeois, d'abord, qui n'arrive pas à contrôler les ouvriers et à relancer la production. Sauf dans les mines, militarisées à outrance, la production industrielle des deux premiers mois de 1982 est inférieure de 20% à celle, déjà fortement en baisse, de la même période de 1981. L'économie polonaise, fortement liée à celle de l'Ouest, subit un boycott partiel, alors qu'elle aurait besoin de **nouvelles** aides. Selon Jaruzelski, «*l'une des principales impulsions poussant l'Ouest à sortir des tranchées du boycott sera le retour de la Pologne à la stabilité politique, sociale et économique*». L'Ouest aidera l'Etat polonais, non pas s'il respecte les «*droits de l'Homme*», mais s'il inspire **confiance** à ses créanciers en se montrant capable d'assurer l'ordre et la production. Les ouvriers viennent de porter un rude coup au «*crédit*» de la Pologne!

Quant aux évêques, ils «*ont constaté avec une grande douleur et une grande inquiétude que les nouvelles tensions qui secouent le pays retardent la concorde sociale, freinent les mesures qui ont été prises dans le sens d'un retour à la normale*». Ils doivent souffrir, en effet: les thèses du «*conseil social*»

épiscopal d'avril, thèses que la direction reconstituée de Solidarnosc considère comme «*base de discussion avec le pouvoir*», affirment que la concorde doit permettre de «*renforcer les structures de l'Etat et du système*» dont les «*exigences*» doivent être «*comprises par la société*». Aussi Glomp vient-il d'accuser la jeunesse qui a affronté la milice ces derniers jours d'avoir été «*manipulée*»...

Une fois de plus, l'héroïque classe ouvrière polonaise a montré qu'elle **ne veut pas comprendre** les exigences de l'ordre capitaliste! L'opposition démocratique et l'Eglise prennent appui sur ses besoins réels de défense et d'organisation pour l'encadrer, obliger par sa force le pouvoir à leur donner leur place dans l'Etat et à «*résister à la pression de la base*».

La classe ouvrière plétine dans les faits l'unité nationale, mais les circonstances de sa lutte ne lui ont pas encore permis de rompre avec le programme national, démocratique ou religieux, avec lequel elle enrobe encore ses revendications pressantes et qui permettent à la bourgeoisie, à l'Eglise, à la démocratie petite-bourgeoise de paralyser ses efforts.

La meilleure contribution que nous pouvons donner à cette nécessaire rupture, ici, en Europe occidentale, tout en manifestant notre solidarité concrète avec nos frères de classe polonais, c'est de faire la démonstration **par la lutte** que les démocraties occidentales ne valent pas mieux pour la classe ouvrière que les régimes national-communistes de l'Est et de permettre aux militants révolutionnaires que produit la lutte des ouvriers polonais de se réconcilier avec le marxisme révolutionnaire. ■

LISEZ

EL COMUNISTA
IL PROGRAMMA
COMUNISTA
PROLETARIER
EL PROLETARIO

Les bases politiques et historiques du centralisme communiste

Nous avons rappelé dans une série récemment parue dans ce journal (n°343 à 346) que, pour le marxisme, un parti communiste centralisé et discipliné est une condition sine qua non de la lutte et de la victoire prolétariennes. Mais comment s'obtient cette centralisation, comment s'obtient cette discipline de fer dans le parti communiste ?

Il est évident qu'elles ne peuvent être obtenues au moyen de simples mesures organisatives et disciplinaires. La parti communiste est un parti auquel on adhère volontairement, et c'est volontairement que les militants acceptent de se plier à la dure discipline du militantisme communiste. Ce qui ne veut pas dire qu'on choisit soi-même ce qu'il y a à faire. Un régime de coercition du Centre sur la base ne pourra jamais maintenir à terme la discipline dans le parti et ne pourra pas ne pas provoquer la rupture de son unité. Les tendances centrifuges et anarchisantes ont toujours été la contrepartie de la bureaucratisation des partis ouvriers. La discipline communiste ne peut s'obtenir que grâce à une centralisation qui réponde aux exigences de la lutte révolutionnaire et qui apparaisse comme telle à la base du parti. L'art de la bonne direction consiste précisément à donner des ordres et des orientations qui répondent à ces exigences et à préparer le parti dans son ensemble à les recevoir.

Les «Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes» adoptées par le III^e Congrès de l'I.C. (1921) disent avec la plus grande clarté que la «centralisation du parti communiste ne doit pas être formelle ni mécanique [...]. Pour que la centralisation ne reste pas lettre morte,

mais devienne une chose réelle, il est nécessaire que sa réalisation se fasse de manière à être pour les membres du parti un renforcement et un développement, réellement justifiés, de son activité et de sa combativité communes. Sinon elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureaucratisation du parti et provoquerait une opposition contre toute centralisation, toute direction et toute discipline stricte».

Dans la préface aux *Deux tactiques*, Lénine est encore plus précis: «La vérification de notre tactique du point de vue des principes du marxisme et des leçons de la révolution est nécessaire [...] pour tous ceux qui veulent préparer réellement l'unité de tactique comme base de la future unification complète de l'ensemble du parti [...], et ne doit pas se limiter à prononcer des phrases exhortatives».

Le paragraphe de Lénine est lumineux: l'unité du parti, la centralisation du parti et sa discipline de fer supposent l'existence préalable d'une **totale communauté de principes programmatiques et de tactique**, une tactique qui réponde aux exigences de la lutte révolutionnaire et qui ait été **vérifiée à la lumière des enseignements pratiques de la lutte de classe**. Sans ces conditions, toute exhortation à la

centralisation et à la discipline sera stérile et purement bureaucratique.

La centralisation effective et la discipline sont des résultats de l'action du parti. Ce sont des points d'arrivée et non pas des points de départ. La bonne centralisation est le résultat d'une bonne continuité d'action. Des directives tactiques et de travail qui ne résolvent pas de façon harmonieuse le problème de l'action, une action adaptée à la réalisation des buts programmatiques préfixés, ne peuvent que provoquer des fissures dans la centralisation et la discipline de parti.

Le parti est un organe de la classe, un organisme collectif qui possède une théorie, un programme et un ensemble d'expériences qui forment les bases de son **unité organique**. Le maintien de cette unité, de son homogénéité interne, suppose une direction et une centralisation qui s'inscrivent dans la **continuité de sa tradition historique**.

La Gauche «italienne», qui a donné naissance à notre parti international, a appelé «**centralisme organique**» la centralisation du parti communiste, centralisation dans laquelle le terme «**centralisme**» indique un **principe organisatif** et exprime l'unité dans l'espace de l'organisation, tandis que le terme «**organique**» traduit la continuité de l'action unitaire du parti dans le temps, dans la succession complexe des situations.

Bien qu'il n'y ait aucune différence de principe et de conception entre la formule du «**centralisme démocratique**» utilisée par Lénine et celle du «**centralisme organique**»

proposée par la gauche du PC d'Italie dans l'Internationale (1), il est évident que l'Internationale Communiste n'a pas pu se donner pour les pays de l'Europe hyperdémocratique une tactique et des normes organisatives suffisamment précises. Cela a rendu possible une série d'oscillations qui ont facilité la pression sur le parti russe et l'Internationale de forces opportunistes et les ont affaiblis dans une situation historique de reflux et d'isolement de la révolution russe, ce qui a permis aux forces bourgeoises incarnées par le stalinisme de mettre le parti et l'Internationale au service de la construction de l'Etat national-capitaliste russe et de l'ordre impérialiste mondial.

Pendant cette âpre lutte contre les flous tactiques et organisatifs de l'Internationale, puis après 1921 contre le danger opportuniste, notre combat visait à **guérir** le parti mondial malade, à faire accepter les traitements, les solutions tactiques et organisatives lui permettant de retrouver sa conscience et sa capacité révolutionnaire.

Ce faisant, nous étions à mille lieues des courants «infantiles» qui profitèrent de la moindre divergence ou erreur tactique de l'I.C. pour la quitter en déclarant qu'elle était «dégénérée», comme ce fut le cas pour les «tribunistes» hollandais — Pannekoek et Gorter — et les anarcho-syndicalistes espagnols, dont les divergences ne concernaient pas seulement des problèmes de tactique, mais portaient aussi sur des questions programmatiques et de principe fondamentales.

La situation changea du tout au tout quand l'I.C. passa avec armes et bagages dans le camp de la défense de l'ordre bourgeois mondial. Nous nous sommes alors trouvés dans la situation des bolchéviks et des courants marxistes après la catastrophe de 1914. La reconstitution de l'organe politique international de classe devait pas-

ser par la scission et la formation d'un nouveau parti mondial.

La fondation de notre parti vers la fin de la seconde guerre mondiale ne put se faire sur des bases parfaitement homogènes. Cela se fit en 1952, après une scission qui nous permit de rétablir simultanément la continuité parfaite avec la Gauche communiste de 1920 et l'homogénéité du parti. Cette même continuité fit que les mécanismes démocratiques dans le parti perdirent toute signification pratique.

C'est ainsi que pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste le mouvement se reconstitua sur la base d'une totale adhésion à un programme, à des principes et à des lignes tactiques univoques tirées des grandes expériences de la vague révolutionnaire du premier après-guerre.

En même temps nous avons réaffirmé les bases indispensables pour le maintien du caractère organique de notre centralisation. «**Nous rappellerons une fois de plus, écrivions-nous en 1956, les garanties que nous avons énoncées tant de fois. Doctrine: le Centre ne peut pas modifier ce qui a été établi, depuis l'origine, dans les textes classiques du mouvement. Organisation: unique à l'échelle internationale, elle ne peut s'élargir au moyen d'agréments ou de fusions, mais seulement au moyen d'adhésions individuelles; les adhérents ne peuvent appartenir à un autre mouvement. Tactique: les possibilités d'action et de manœuvre doivent être prévues par des décisions de congrès internationaux et codifiées dans un système**

(Suite page 4)

(1) Voir en particulier les articles *Pourquoi le "centralisme organique"?* (Le Prolétaire n°345) et *Le dépassement du mécanisme démocratique dans le parti* (Le Prolétaire n°346).

APRÈS 20 ANS DE RÉFORMES EN FRANCE

Alors, Monsieur Foucault réforme ou révolution ?

Dans le cadre de son offensive de charme en direction des intellectuels, la CFDT ouvre les colonnes du numéro d'avril 82 de *Syndicalisme-Magazine* au philosophe Michel Foucault, un des chefs de file de l'actuelle intelligentsia «anti-totalitaire». Notre philosophe y résume à sa manière le «renouveau de la pensée de gauche» auquel, selon lui, la CFDT a éminemment contribué: «la question «réforme ou révolution» est une question qui a eu, à la fin du XIX^e siècle, un certain fondement, une certaine raison d'être. Elle ne me paraît pas être adéquate aujourd'hui». Ça, c'est une nouveauté! Depuis Bernstein et Jaurès (à la fin du XIX^e siècle, déjà, M. Foucault!), tous les chefs opportunistes, bureaucrates syndicaux, curés de gauche et intellectuels critiques ont toujours prétendu contre le marxisme révolutionnaire que l'alternative «réforme ou révolution» était dépassée. En réalité, Foucault et la CFDT se situent dans la **vieille** ligne de ces «réformistes audacieux» qui se veulent révolutionnaires, de ces «révolutionnaires pratiques et concrets» qui s'affirment les meilleurs réformistes, bref, de ces **menteurs professionnels** dont la bourgeoisie a le plus grand besoin pour endormir les prolétaires.

Mais voyons plus précisément comment Foucault se situe par rapport aux «réformistes» et aux «révolutionnaires» d'aujourd'hui en France, à savoir le PS et les gauchistes. Son jugement mérite d'être cité intégralement: «Ceux qui aujourd'hui veulent se présenter comme les seuls titulaires des transformations à opérer ont entrepris depuis quelque temps la disqualification de ce qui s'est passé à gauche au cours des années précédentes et sans eux. Ils diront qu'il y a eu toute une agitation intellectuelle vaine et inutile parce

qu'elle se prétendait «révolutionnaire» et qu'elle se refusait à être raisonnablement «réformiste».

«Qu'il y ait eu chez certains, et surtout chez quelques groupes politiques, un certain révolutionnarisme, c'est un fait. Mais il a été assez superficiel. La plupart des mouvements qui se sont développés au cours des vingt dernières années ne peuvent se rattacher ni de près ni de loin à un projet global révolutionnaire quelconque. Ils ont été préoccupés de résultats concrets. Et ils les ont, en effet, obtenus. Ainsi dans le mouvement des femmes ou dans le domaine de la justice.

«Croyez-vous donc que rien n'a été changé dans la façon dont on pose les problèmes de la famille, de la sexualité, de la maladie, de la psychiatrie, de la justice pénale, dans l'ordre de l'environnement, des modes de développement, etc., depuis vingt ans? Il y a eu plus de changements dans ces domaines qu'aucun «réformisme» n'aurait pu les programmer».

Autrement dit: 1) Il y a eu en France depuis une vingtaine d'années une série de changements dans le domaine des mœurs, du mode de vie, de la culture... 2) La gauche classique, c'est-à-dire le PS et, à plus forte raison, le PCF, n'a été pour rien dans ces changements. 3) Les gauchistes, issus de la guerre d'Algérie et de mai 68, malgré un vernis révolutionnaire superficiel, ont été les vrais réformateurs de la société française (et sous-entendu, la CFDT en recueille aujourd'hui l'héritage, débarrassé de ses compromettants oripeaux «marxistes»).

Les **trois affirmations**, avouons-le, sont **exactes**. Exactes, mais incomplètes. Pour réparer les omissions de monsieur le philosophe, il faut ajouter que:

Les changements «culturels» n'ont pas eu l'ampleur et la profondeur vantées par la petite-bourgeoisie. Pour prendre un exemple caractéristique, la législation sur l'avortement, adoptée en 1975 après bien des tergiversations, est beaucoup plus restrictive qu'en Angleterre, en Suède, etc. Au cours des vingt dernières années, il est vrai, la vieille France traditionaliste et bigote, accordéon-béret basque, a rattrapé une partie de son retard «culturel», mais elle reste à la traîne dans bien des domaines par rapport aux autres pays impérialistes.

Ces changements relatifs ne sont pas tombés du ciel, ils ont été rendus nécessaires par la modernisation et le redéploiement de l'impérialisme français, la restructuration de ses bases productives. Celle-ci, entreprise dès la période de la Reconstruction et du plan Marshall a été accélérée par les coups de boutoir des mouvements anticoloniaux (déboires de Dien-Bien-Phu, de l'expédition de Suez, de la guerre d'Algérie, «décolonisation» de l'Afrique...) et l'intégration au Marché Commun. Les transformations de la structure économique ont été à la base des changements sociaux et culturels: vieille vérité du matérialisme historique, n'en déplaise à Foucault et à tous les prétendus «novateurs» anti-marxistes!

Les réformes sociales et culturelles indispensables à l'impérialisme français ont été réalisées, dès le début des années 60 mais surtout après le signal d'alarme de mai 68, sous une double pression d'en bas (les gauchistes) et d'en haut (l'appareil d'Etat gaulliste). **En bas**, une partie des couches moyennes, des intellectuels et, plus tardivement, de la classe ouvrière, «destabilisée» par la restructuration de l'impérialisme, s'est

reconnue dans le mouvement de la «nouvelle gauche», puis également dans le gauchisme soixante-huitard, enfin dans la mouvance «alternative» (écologistes, féministes, etc.). Foucault a raison de dire que, même au plus fort du gauchisme des années 68-72, ce mouvement n'a jamais eu de «projet révolutionnaire global», même s'il a pris parfois des formes violemment contestataires: plus que de voir dans la lutte pour les revendications pressantes un terrain d'exercice révolutionnaire, il en attendait avant tout des «résultats concrets» immédiats. De son côté, **par en haut**, l'appareil d'Etat ultra-centralisé de la V^e République, tout en bastonnant les «fauteurs de désordre» a su les utiliser habilement pour imposer aux fractions les plus rétrogrades des classes possédantes les réformes auxquelles celles-ci renâclaient naturellement et ainsi répondre partiellement aux demandes de la «société».

Prenons l'exemple de la politique agraire du gaullisme. Au départ, De Gaulle a pris des mesures «impopulaires» contre la suppression de l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels, qui ont provoqué des émeutes paysannes en 1960-61. Puis, par l'intermédiaire de gens comme Pisani, il s'est appuyé, contre les vieux notables de la FNSEA, sur les jeunes catholiques contestataires (les Debatisse, les Gourvennec, aujourd'hui notables à leur tour et gros capitalistes agraires), pour faire passer ses «lois d'orientation agricole». Et c'est ainsi que s'est réalisée la modernisation accélérée de l'agriculture française. La même tactique a été appliquée ensuite — également par Pompidou et

(Suite page 4)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LE PROLÉTAIRE

supplément pour la Suisse n°25, mai 1982

■ Où en est la crise ? ■ Turquie: les raisons de la dictature militaire ■ Combattons les fausses alternatives ■ Nationalisations et relance de l'économie ■ Initiative contre les licenciements ■ Pour des revendications unitaires ■ Les licenciements ne sont pas un mythe ■ Innovations technologiques et emploi ■ Genève: nouvelle loi sur la police ■ Pas de paix sans révolution ■ Ce qu'enseigne la lutte des ouvriers polonais ■ Salvador: quelle solidarité ?

EL-OUMAMI

N° 24, avril 1982

■ UGTA: le congrès de la normalisation ■ Pour un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat bourgeois ■ La journée du 8 mars à Alger ■ Des étudiants posent le problème de la répression à Alger ■ Comment construire le parti marxiste révolutionnaire (2) ■ Remarques sur le travail parmi les femmes ■ Expérience du regroupement ■ Situation dans les quartiers à Roubaix ■ Palestine: la révolte des masses exploités ■ Notes internationales ■ Correspondances.

60.000 F POUR LA PRESSE

EL PROLETARIO

Notre bulletin pour l'Amérique Latine s'est proposé depuis le début deux objectifs fondamentaux. Le premier, celui de donner aux prolétaires et militants avancés latino-américains, la vision marxiste du cours historique de l'Amérique Latine, en liaison avec les événements et exigences actuels de la lutte prolétarienne, ainsi que l'analyse des grandes tendances de la lutte des classes dans cette aire, la critique communiste des différents courants politiques dans la région, et les solutions programmatiques, de principes et même les grandes lignes des orientations tactiques nécessaires à la constitution du prolétariat latino-américain en

classe en tant que détachement du prolétariat révolutionnaire mondial.

Le second, celui de donner à ces prolétaires et militants latino-américains, en rupture croissante d'avec les courants stalinien, castroïstes et trotskistes, un moyen de ralliement politique, c'est-à-dire un instrument nécessaire à l'organisation et sélection politique des militants qui cherchent non seulement la juste théorie marxiste, mais encore la constitution du parti révolutionnaire de classe, rendant possible ainsi l'extension internationale du parti.

Naturellement, étant un bulletin régional, **El Proletario** doit être relayé dans les différents pays latino-américains par des journaux

locaux, comme c'est déjà le cas avec **Proletario**, notre organe politique pour le Brésil.

Le dernier numéro d'**El Proletario** (organe en espagnol) contient des articles sur la situation internationale (la Pologne, la récession aux USA) des articles théoriques (par exemple *A force de courir après les "fronts révolutionnaires" on perd la voie de la révolution prolétarienne*) et des chroniques des divers pays d'Amérique latine, en particulier sur le Pérou (*Derrière l'ivresse démocratique, la militarisation en marche*) et la Colombie (*Situation actuelle et exigences de la lutte de classe*).

Le n°4 de **Proletario** (organe en portugais) vient de paraître. A côté d'articles sur la Pologne, sur la

dernière encyclique papale, et d'un article théorique (*Politique d'alliance et parti de classe*), il contient des articles sur la politique syndicale et sur l'*ouverture démocratique* au Brésil.

LISTE DE SOUSCRIPTION N°3

François, pour la presse ... 1000
Lille (mars), pour la presse . 200
Laval 16
Belgique 244,64
Pour le développement d'El Oumami 2000
Paris, pour la presse 502
Jean-Pierre, chômeur pour la presse 15,60
Local 3172,50
Total liste 3 7150,74
Total précédent 8810,50
TOTAL GENERAL 15961,24 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.
● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 22 mai, 5 juin et 19 juin, etc.
● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.
● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 8 et 22 mai, etc..
● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.
● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.
● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 16 mai et 30 mai, 13 et 27 juin, etc.
● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 23 mai, 6 et 20 juin etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12h. 12 rue du Pont, atelier du rez sup.
● **A Genève**: tous les samedis de 10 h à 12h. 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

Correspondance

Les jeunes immigrés de Romans ne se laissent pas intimider

Dans la nuit du 2 mai un attentat à l'explosif a complètement détruit une salle de réunion et de culte d'un quartier immigré de Romans. Cette «Mosquée», qui devait être inaugurée dans les semaines qui viennent avait focalisé depuis des mois la haine des racistes de la ville (anciens d'Algérie, «Croisés de Notre-Dame», petits commerçants RPR, etc.).

En protestation contre l'attentat, les syndicats et les partis de gauche ont appelé à une manifestation qui a rassemblé près d'un millier de personnes.

Mais peut-on sérieusement faire confiance à ces gens-là? Il y a à peine un an le PCF dans la banlieue parisienne à Vitry attaqua au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés. Aujourd'hui au gouvernement, la gauche se prépare à reprendre les expulsions de travailleurs immigrés; elle ferme chaque jour un peu plus les frontières; elle augmente les forces de police et justifie les contrôles

d'identité, mesures dont les premières victimes sont les immigrés; elle profite de l'attentat de la rue Marbeuf pour s'en prendre aux réfugiés politiques, etc.

Ce qu'on compris instinctivement les jeunes immigrés de la deuxième génération à Romans. Dès le soir de l'attentat ils incendiaient «en représaille» trois voitures et tentaient de mettre le feu au Centre social. «La Mosquée on s'en fout. Mais c'est pour les parents. Pour les anciens. C'est dégueulasse et on va les venger. Violamment.» (Le *Matin* du 5/5 a d'ailleurs rapporté ces propos).

Cette situation a provoqué l'inquiétude des défenseurs de l'ordre établi et Fillioud (maire de la ville), après l'Amicale des travailleurs algériens, a lancé «un appel au calme de tous ceux qui vivent ensemble à Romans»; et pour que les choses soient claires, il a été décidé que des patrouilles de CRS sillonnaient toutes les 5 minutes les allées du quartier...

Réforme ou révolution?

(Suite de la page 3)

Giscard — avec plus ou moins de succès vis-à-vis des étudiants, des femmes, etc.

C'est peu dire que les partis de la gauche classique, SFIO et PCF, sont restés étrangers au mouvement de réformes de cette période: écartés du pouvoir politique, ils ont été en même temps directement pris pour cible par la jeunesse contestataire lors de la guerre d'Algérie et plus encore en mai 68. Le PS cependant, ressuscité significativement en 1972 au début de la décomposition du gauchisme, a pu récupérer peu à peu d'une part des personnalités réformatrices de l'appareil d'Etat gaulliste (les Delors, Pisani, Jobert, etc.) et, d'autre part, directement ou indirectement, la plus grande partie des débris du gauchisme. Il a triomphé aux élections de 1981 en se présentant comme le vrai continuateur du gaullisme, le parti unique des réformes sociales (le fameux «changement»).

Seulement, les temps ont changé, le boom économique et la détente ont cédé la place à la crise internationale et à la préparation d'une troisième guerre mondiale. Le PS n'a plus autant de marge de manœuvre que le gaullisme et le giscardisme, les possibilités objectives de nouvelles réformes sont pour lui beaucoup plus limitées. Cette situation inquiète (à juste titre) certaines tendances du PS et aussi des gens comme les bureaucrates de la CFDT et les intellectuels critiques qui redoutent des explosions sociales de grande envergure et qui appellent, comme Foucault dans son interview, le gouvernement de gauche à «plus d'imagination» (comme si c'était le problème!).

Enfin, et c'est le plus important, la classe ouvrière peut, du moins par ses éléments d'avant-garde,

faire un bilan du réformisme des vingt dernières années. Les réformes sociales et culturelles introduites par le régime gaulliste ont intéressé surtout la petite-bourgeoisie, mais elles ont tenté de répondre parfois aussi à des aspirations réelles de la classe ouvrière. Par exemple, la législation familiale: divorce par consentement mutuel, droit à l'avortement, etc. Or les travailleurs sont aujourd'hui à même de constater que les «droits nouveaux» n'ont rien changé à leur exploitation, ni même à l'oppression spécifique de certaines catégories prolétaires. Par exemple, les femmes prolétaires sont plus que jamais soumises à la double journée de travail, aux discriminations sexistes à l'embauche, etc. Ainsi, les faits vérifient ce que le marxisme a toujours affirmé: l'exploitation, l'oppression, les discriminations dont sont victimes les prolétaires n'ont pas leur origine dans le manque de droits et de réformes, mais dans les bases mêmes du système capitaliste. Le nouveau régime PS-PCF est bien incapable de démentir cette vérité: non seulement il n'apporte pas d'autres réformes significatives, mais il est contraint par la crise à grignoter peu à peu les «acquis», détruisant lui-même les illusions des ouvriers et même d'une partie des couches moyennes.

Quoi qu'en disent les Michel Foucault et Cie, le capitalisme, dans son développement chaotique, remet lui-même à l'ordre du jour objectivement l'alternative «réforme ou révolution». Seule la révolution prolétarienne, non seulement en France, mais dans le monde entier, peut permettre de répondre aux besoins et aux aspirations toujours plus insatisfaites de la classe ouvrière et des masses exploitées. Au travail donc, pour la préparer!

REUNION PUBLIQUE

■ A PARIS

Vendredi 4 juin, à 20h30
27, avenue de Choisy, Paris 13^e
(métro: Porte de Choisy)

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE DES MASSES EXPLOITÉES D'AMÉRIQUE CENTRALE ?

PROGRAMME COMMUNISTE N°88, mai 1982

- Après la Pologne, où en est la reprise internationale de classe ?
- La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne.
- Cronstadt: une tragique nécessité.
- Le syndicalisme en France de 1900 à 1908.
- Aperçus sur la situation au Brésil.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste International - 1961)
72 pages - Prix : 6 F

Le centralisme communiste

(Suite de la page 3)

restrictif. La base ne peut engager des actions que le Centre n'a pas décidées; le Centre ne peut inventer de nouvelles tactiques, de nouveaux mouvements sous prétexte que des faits nouveaux seraient intervenus» (2).

L'acceptation commune non seulement de la théorie marxiste et des principes programmatiques du communisme, mais aussi d'un corps articulé de thèses tactiques et organisatives, nous donne la base — mais la base seulement — du maintien de notre homogénéité et de notre unité de parti. Celles-ci ne sont pas un résultat mécanique de cette acceptation commune. Nos thèses ne sont pas un recueil de recettes qui dispenseraient d'analyser les situations, les rapports de forces entre les partis. Or c'est cela qu'il faut faire pour pouvoir prendre des décisions tactiques — et ceci est d'autant plus difficile que l'action du parti s'étend à de nouvelles aires et à de nouveaux pays où notre action ne

fait que commencer. Elles ne nous donnent pas non plus, *ipso facto*, la décision tactique elle-même, son application concrète dans une situation donnée. Nos thèses ne sont pas un formulaire dans lequel on irait chercher une réponse toute faite: à telle situation, telle solution. Elles nous donnent les orientations générales d'action dans des situations caractéristiques et, dialectiquement, les limites que l'application concrète d'une tactique donnée ne doit pas franchir.

Cette situation ressemble à celle d'un Etat-major qui possède, en plus de la théorie, de la stratégie militaire et de ses principes, systématisés par de grands théoriciens, les manuels qui indiquent, dans telle ou telle situation, les grandes lignes de la tactique à employer. Mais l'application de cette tactique dans une bataille donnée ou au cours d'une offensive suppose non seulement une connaissance approfondie de ces bases générales communes à toute l'armée,

mais aussi la connaissance détaillée du terrain, des forces en présence, du moral des combattants, de la répartition géographique et instrumentale de ces forces. C'est avec ces éléments que l'Etat-major établit concrètement le plan d'action qui s'exprime en directives, des directives qui, dans une situation spécifique, sont la traduction d'une orientation stratégique et tactique permanente.

Nous sommes donc à mille lieues de la vision simpliste qui croit que l'on peut régler correctement tous les problèmes de l'action révolutionnaire — et militaire — uniquement grâce à la connaissance détaillée des manuels tactiques et d'organisation. Cela veut dire que l'unité et la discipline organiques du parti ne sont pas acquises une fois pour toutes mais que, à partir d'une homogénéité de base, elles sont à conquérir de façon permanente et qu'elles requièrent la participation active de toute l'organisation pour la résolution centralisée des pro-

blèmes tactiques et organisatifs de la lutte révolutionnaire, l'*«activité permanente commune de l'ensemble du parti»* et la *«participation de tous ses membres dans le travail quotidien permanent»*, pour *«maintenir le contact vivant et des liens mutuels entre les organes dirigeants et les membres du parti»*, comme disent les Thèses citées plus haut du III^e Congrès de l'I.C.

Qu'elle est la signification concrète de tout cela? Comment doit travailler l'organisation, ses articulations, sa direction et ses militants pour tendre à résoudre de façon correcte les problèmes de l'action révolutionnaire et garantir ainsi son unité, sa centralisation et sa discipline communistes, non pas bureaucratiques, mais vives et fécondes?

C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

(2) *Marxisme et autorité*, Réunion générale du parti, Turin, avril 1956.